

DROIT INTERNATIONAL ECONOMIQUE
EU AND INTERNATIONAL ECONOMIC LAW

Cours du professeur Arnaud de Nanteuil
Enseignement dispensé en anglais dans le cadre de la **Chaire Jean Monnet** (support en français)

Instruments juridiques de la souveraineté économique de l'Union européenne

Indications bibliographiques

Note préliminaire : ce cours étant un cours de droit international appliqué à la matière économique, il est supposé que l'essentiel de ce dernier est acquis. La lecture d'un manuel généraliste de droit international peut être souhaitable pour affermir la compréhension de ce cours spécialisé. Au-delà, des indications utiles pourront être trouvées dans les ouvrages suivants :

CANAL FORGUES (E.), *Le règlement des différends à l'OMC*, Bruylant, 2008, 212 p.

CARREAU (D.), **JUILLARD (P.)**, **HAMMAN (A.)**, **BISMUTH (R.)** *Droit international économique*, Paris, Collection Précis, Dalloz, 6^e éd., 2017, 941 p.

DOLZER (R.), **SCHREUER (C.)**, *Principles of International Investment Law*, Oxford University Press, 2008, 434 p.

LOWENFELD (A.), *International economic law*, Oxford University Press, 2002, 776 p.

LUFF (D.), *Le droit de l'Organisation mondiale du commerce*, Bruylant, 2004, 1278 p.

MANCIAUX (S.), *Arbitrage entre Etats et ressortissants d'autres Etats : trente ans d'activité du CIRDI*, Litec, 2004, 728 p.

DE NANTEUIL (A.), *Droit international de l'investissement*, Pedone, 3^e éd., 2020, 564 p.

NEWCOMBE (A.), **PARADELL (L.)**, *Law and practice of investment treaties*, La Haye, Kluwer, 2009, 614 p.

REINISCH (A.) (ed.), *Standards of investment protection*, Oxford University Press, 2008, 264 p.

Chapitre introductif – Caractères généraux du droit international économique

§ 1^{er} – L'origine du droit international économique

§ 2 – Les sources du droit international économique

A. Sources nationales

B. Sources internationales

C. Sources transnationales

D. Sources régionales : le droit de l'Union européenne

§ 3 – Le règlement des différends

§ 4 – Le rôle particulier de l'Union européenne dans les relations économiques internationales et la transformation des relations économiques

Première partie : **Le droit de l'Organisation mondiale du commerce**

Chapitre préliminaire – **Histoire de l'Organisation mondiale du commerce**

§ 1^{er} – Le GATT et son fonctionnement

A. L'accord général sur les tarifs et le commerce de 1947

B. Les faiblesses du GATT

C. Le fonctionnement du GATT jusqu'en 1994 – la mise en place de l'Union européenne

§ 2 – Les accords de Marrakech et la création de l'OMC

A. Les remèdes aux faiblesses du GATT

B. Une véritable organisation internationale

Chapitre 1^{er} – **Présentation générale de l'OMC**

Section 1^{ère} – **Les organes de l'OMC**

§ 1^{er} – La conférence ministérielle

§ 2 – Le Conseil général

§ 3 – Les organes subsidiaires

§ 4 – Les règles de la prise de décision au sein de l'OMC

§ 5 – La question spécifique de l'UE au sein de l'OMC

Section 2 – **Les sources du droit de l'OMC**

§ 1^{er} – Les accords propres à l'OMC

A. Les accords relatifs aux marchandises

1. Le GATT de 1947 et de 1994

2. Les autres accords liés aux marchandises

B. Les accords sectoriels

1. L'accord sur le commerce des services (AGCS)

2. L'accord sur les droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC)

C. Les règles relatives au règlement des différends

§ 2 – Les sources subsidiaires

A. La « jurisprudence » de l'Organe de règlement des différends

B. Les règles du droit international public

Chapitre 2 – **Les règles applicables au commerce des marchandises**

Section 1^{ère} – **Le principe de la protection douanière exclusive (articles II et XI)**

§ 1^{er} – L'interdiction des restrictions quantitatives

- A. Les restrictions interdites
- B. Les restrictions autorisées

§ 2 – Le principe de la consolidation des concessions

Section 2 – **Le traitement de la nation la plus favorisée (article I^{er})**

§ 1^{er} – Champ d'application de la clause

- A. Les mesures visées
- B. La notion de produit similaire
- C. La notion de discrimination
- D. La notion d'avantage conféré

§ 2 – Effet de la clause : l'extension sans condition

§ 3 – Les exceptions à la clause

- A. Les zones de libre échange
- B. Le traitement préférentiel des PED
- C. Autres exceptions

Section 3 – **Le traitement national en matière de réglementations et d'impositions intérieures (article III)**

§ 1^{er} – Le traitement national des produits similaires

- A. La notion de produit similaire
- B. La notion de taxation différenciée

§ 2 – Le traitement national des produits directement concurrents ou substituables

- A. Les produits directement concurrents ou substituables
- B. L'interdiction d'une différence de traitement protégeant la production nationale

Section 4 – **Les règles relatives au dumping et aux subventions**

§ 1^{er} – La réglementation du dumping

- A. La notion de dumping
- B. Critères d'identification du dumping
 - 1. L'infériorité du prix
 - 2. Le dommage causé à une branche de production
- C. Les réponses appropriées au dumping : les droits anti dumping
 - 1. L'enquête anti dumping
 - 2. Les réactions autorisées

§ 2 – La réglementation des subventions

- A. L'esprit de la réglementation des subventions
- B. La notion de subvention
 - 1. Notion de contribution financière des pouvoirs publics
 - 2. Notion d'avantage
- C. Subventions prohibées, subventions tolérées
 - 1. Les subventions prohibées en tout état de cause
 - 2. Les subventions susceptibles d'être prohibées
- D. La réaction appropriée aux subventions
 - 1. La procédure de mise en place des droits compensateurs

2. Le principe de proportionnalité des droits compensateurs

Section 5 – Les exceptions aux règles applicables au commerce des marchandises

§ 1^{er} – Les exceptions générales de l'article XX

- A. La structure de l'article XX
- B. L'application de l'article XX par l'ORD
 - 1. L'application de l'alinéa particulier
 - a. L'existence d'un risque couvert par l'article
 - b. La nécessité de la mesure pour pallier ce risque
 - 2. L'application du chapeau
 - a. La mesure ne doit pas être un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable
 - b. La mesure ne doit pas être une restriction déguisée au commerce international

§ 2 – Les mesures de sauvegarde (article XIX)

- A. Les conditions de recours à la clause de sauvegarde
 - 1. Le risque de grave désorganisation intérieure
 - a. L'évolution imprévue des circonstances
 - b. Le dommage ou la menace de dommage à une branche de production nationale
 - 2. La nécessité et la proportionnalité de la mesure
- B. Les mesures autorisées au titre de la sauvegarde

§ 3 – Les exceptions particulières

- A. Le traitement des pays en développement
 - 1. Les pays en développement
 - 2. Les pays les moins avancés
- B. Les dérogations au profit des zones de libre-échange ou unions douanières
- C. Les dérogations spécifiques

Chapitre 3 – Les règles applicable au commerce des services

Section 1^{ère} – Le champ d'application de l'AGCS

§ 1^{er} – La notion de service

- A. Les services couverts
- B. Les services exclus : les services publics

§ 2 – La particularité de l'AGCS

Section 2 – La transposition aux services des règles applicables aux marchandises

§ 1^{er} – La clause de la nation la plus favorisée

- A. Le principe
- B. Les exceptions

§ 2 – La transparence

§ 3 – La reconnaissance mutuelle

- § 4 – La réglementation des exceptions
 - A. Les exceptions générales de l'article XIV
 - B. Les mesures de sauvegarde
 - C. Les restrictions liées au niveau de développement de certains partenaires
- § 5 – La réglementation spécifique de certains services

Chapitre 4 – Les règles applicables aux droits de propriété intellectuelle

Section 1^{ère} – Les principes fondamentaux de l'accord ADPIC

- § 1^{er} – Le champ d'application de l'accord
- § 2 – Le contenu de la protection
 - A. Le traitement de la nation la plus favorisée
 - 1. Principe
 - 2. Exceptions
 - B. Le traitement national
 - 1. Principe
 - 2. Exceptions

Section 2 – Les droits protégés

- § 1^{er} – Les droits d'auteur et les droits connexes
- § 2 – Les marques de fabrique ou de commerce
- § 3 – Les indications géographiques
- § 4 – Les dessins et modèles industriels
- § 5 – Les brevets

Section 3 – Procédures de protection

- § 1^{er} – Le rôle du Conseil ADPIC
- § 2 – La sanction dans les ordres juridiques nationaux : la question de l'effet direct

Section 4 – Quelques régimes spéciaux

- § 1^{er} – Les produits pharmaceutiques
 - A. L'équilibre réalisé par l'accord
 - B. Le cas particulier des licences obligatoires
 - 1. La notion de licence obligatoire
 - 2. Le fonctionnement des licences obligatoires
- § 2 – La protection des savoirs traditionnels
 - A. Le risque de conflit entre l'ADPIC et la convention des Nations Unies sur la biodiversité
 - B. Les solutions de l'Accord

Chapitre 5 – Le règlement des différends à l'OMC

Section 1^{ère} – La procédure de règlement des différends

§ 1^{er} – Principales caractéristiques du règlement des différends

- A. Un mécanisme exclusif
- B. Un mécanisme para-juridictionnel

§ 2 – Déroulement de la procédure

- A. La phase de négociations
- B. Le passage devant le groupe spécial
 - 1. Le groupe spécial
 - a. Composition du groupe spécial
 - b. Mandat du groupe spécial
 - 2. Le rapport du groupe spécial
 - a. L'adoption du rapport par l'ORD au consensus négatif
 - b. Le contenu du rapport
 - 3. Le passage devant l'Organe d'appel
 - a. Présentation de l'Organe d'appel
 - b. Mandat de l'Organe d'appel
 - c. Le rapport de l'Organe d'appel

Section 2 – La procédure d'exécution des rapports

§ 1^{er} – L'exécution sans problème

- A. Le délai de mise en conformité
- B. Le suivi multilatéral de la mise en conformité

§ 2 – L'exécution avec problème

- A. Désaccord sur la mise en conformité et retour devant le groupe spécial initial
- B. Les contre-mesures
 - 1. Nature des contre-mesures
 - 2. Niveau des contre-mesures
 - 3. Procédure d'autorisation des contre-mesures

Deuxième partie : Le droit international de l'investissement

Chapitre 1^{er} – Les origines du droit de l'investissement

Section 1^{ère} – Les contrats d'Etat à l'origine du droit de l'investissement

§ 1^{er} – Problématique générale : la protection des étrangers en droit international.

- A. Les commissions mixtes et leur héritage
- B. Le standard minimum de traitement

§ 2 – L'apparition du contrat d'Etat

- A. L'insuffisance de la protection diplomatique
 - 1. Rappel sur la protection diplomatique
 - 2. Les faiblesses de la protection diplomatique
- B. L'apparition de la figure du contrat d'Etat
 - 1. Position du problème : les solutions du DI privé quant au droit applicable

- 2. L'application du droit international par la pratique contractuelle
 - a. Le choix du droit international par les parties
 - b. L'absence de choix direct : les clauses de stabilisation ou d'intangibilité
 - 3. L'application du droit international par la pratique arbitrale
- C. La consolidation institutionnelle de l'arbitrage
- § 3 – La confirmation de l'existence du contrat d'Etat à travers les affaires libyennes

Section 2 – La naissance du droit de l'investissement

- § 1^{er} – Les développements des traités bilatéraux d'investissement (renvoi partiel)
- § 2 – L'internationalisation de la relation : la sentence *AAPL c. Sri Lanka*
- A. Le principe du consentement différé
 - B. Le « baby-boom » du contentieux transnational

Chapitre 2 – Les sources du droit de l'investissement

Section 1^{ère} – Les sources nationales

- § 1^{er} – L'applicabilité du droit national à la relation d'investissement
- A. L'applicabilité directe du droit national
 - B. L'applicabilité du droit national tel que reflété dans le droit international
- § 2 – Les codes d'investissement
- § 3 – Les mécanismes internes d'engagement de la responsabilité publique
- A. La responsabilité contractuelle
 - B. La responsabilité extracontractuelle

Section 2 – Les sources internationales

- § 1^{er} – Les traités de protection et de promotion des investissements (TBI)
- A. Un développement bilatéral
 - B. Les tentatives régionales
 - 1. Le Chapitre 11 de l'ALENA
 - 2. Le Traité sur la Charte de l'énergie
 - 3. Le CAFTA
 - C. L'Accord multilatéral sur l'investissement et son échec
- § 2 – Les traités comportant des dispositions de protection des investissements
- A. Le droit de l'OMC (GATS, TRIPS, MIC)
 - B. Le droit de l'Union européenne
 - C. Les traités de commerce et d'investissement négociés par l'Union européenne
- § 3 – La question de la coutume internationale
- A. Le standard minimum de traitement
 - B. L'applicabilité des règles de droit international général
- § 4 – La jurisprudence internationale

Chapitre 3 – Les acteurs du droit international de l'investissement

Section 1^{ère} – L'investissement

- § 1^{er} – Position du problème : approches subjective et objective
- § 2 – Les approches de la pratique

A. La pratique conventionnelle : grandes tendances

B. La pratique arbitrale : les critères *Salini*

§ 3 – Les conditions de la protection d’une opération d’investissement : le respect du droit local

A. Le respect du droit local de l’État d’accueil

B. La question du déni des avantages

§ 4. La question de la nationalité de l’investisseur

A. La nationalité comme condition du bénéfice du traité

B. Le problème particulier de l’effectivité et des personnes morales

Section 2 – L’État

§ 1^{er} – La question du consentement à l’arbitrage

§ 2 – La question de l’imputation

A. Les agissements des organes de l’État

B. Les agissements des entités distinctes de lui

Chapitre 4 – Le règlement des différends en droit de l’investissement

Section 1^{ère} – Les organismes de règlement des différends

§ 1^{er} – Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI)

A. Le mécanisme traditionnel du CIRDI

B. Le mécanisme supplémentaire

§ 2 – La Cour d’arbitrage de la Chambre de commerce internationale

§ 3 – Les autres organismes

§ 4 – Le projet européen de cour permanente

Section 2 – Le consentement des parties à l’arbitrage

§ 1^{er} – La règle du double consentement en droit de l’arbitrage international

A. Le différend actuel : le compromis

B. Le différend potentiel : la clause compromissoire

§ 2 – Le consentement différé

A. Le consentement dans une loi

B. Le consentement dans un TBI

Section 3 – Fonctionnement des procédures

§ 1^{er} – Les conditions de saisine de l’arbitre international

A. La question de l’articulation avec la protection diplomatique

B. La question de l’épuisement des voies de recours interne

1. Une condition écartée en principe

2. La possibilité de saisir le juge interne et la clause *fork in the road*

C. L’obligation de respecter un certain délai

D. Le contentieux interétatique relatif à l’investissement : les affaires *Barcelona Traction*, *ELSI* et *Diallo* devant la CIJ.

§ 2 – Le droit applicable au litige

- A. Les instruments choisis par les parties : le traité et le contrat
- B. La question de l'applicabilité du droit international public et privé

Section 4 – L'exécution des sentences arbitrales

- § 1^{er} – La procédure normale d'exécution
 - A. Le principe de l'exequatur
 - B. La question de l'immunité de l'État
- § 2 – Les recours en annulation contre les sentences
 - A. Dans le cadre du CIRDI
 - 1. Le Comité *ad hoc*
 - 2. Les causes d'annulation
 - B. En dehors du CIRDI
- § 3 – Les autres recours possibles contre les sentences

Chapitre 5 – La protection de l'investisseur (1) : le traitement par renvoi

Section préliminaire – L'application temporelle de la protection

- § 1^{er} – La protection dès la phase d'admission
- § 2 – La reconnaissance d'une liberté d'établissement

Section 1^{ère} – Le renvoi à un standard : le standard minimum de protection

- § 1^{er} – L'origine du standard minimum de protection
 - A. La notion de standard minimum
 - B. La valeur du standard
- § 2 – Le contenu du standard minimum
 - A. Les éléments identifiés par la sentence *Neer*
 - B. Le caractère évolutif du standard minimum et sa pertinence aujourd'hui

Section 2 – Le renvoi au traitement d'autres investisseurs

- § 1^{er} – Le traitement de la nation la plus favorisée
 - A. L'objet de la clause
 - a. La question des dispositions relatives au règlement des différends
 - b. Le principe *ejusdem generis*
 - c. La question de la similarité des situations
 - B. La différence de traitement
- § 2 – Le traitement national
 - A. Le traitement national comme réponse au standard minimum
 - B. La différence de traitement

Chapitre 6 – La protection de l'investisseur (2) : le traitement défini dans l'absolu

Section 1^{ère} – La protection pleine et entière

- § 1^{er} – Une obligation active de l'Etat

- § 2 – Une protection de l'intégrité physique de l'investissement
 - A. Le principe
 - B. Les limites

Section 2 – Le traitement juste et équitable

- § 1^{er} – Les relations entre le TJE et le standard minimum
 - A. Les arguments contre l'assimilation
 - B. Les arguments pour l'assimilation
 - C. La valeur du standard de traitement juste et équitable
- § 2 – Le contenu du traitement juste et équitable
 - A. Obligations procédurales
 - 1. L'interdiction du déni de justice
 - 2. L'obligation du *due process of law*
 - 3. La prohibition du harcèlement
 - 4. L'interdiction des mesures discriminatoires ou arbitraires
 - B. Obligations de fond
 - 1. La question de la protection des attentes légitimes de l'investisseur
 - 2. La transparence

Section 3 – Expropriation et expropriation indirecte

- § 1^{er} – Le principe de la protection
 - A. L'assimilation de l'expropriation, la nationalisation et l'expropriation indirecte
 - B. L'expropriation, un pouvoir confirmé dans son principe
 - C. Un pouvoir encadré
 - 1. Les conditions classiques : intérêt public, non-discrimination, *due process*, compensation financière (renvoi)
 - 2. La condition de la compensation financière
 - a. L'enjeu du droit applicable depuis les années 1950
 - b. Le standard de la compensation « prompt adéquate et effective ».
- § 2 – Le problème de l'expropriation indirecte
 - A. Le principe de la protection et le risque pour la liberté normative de l'Etat
 - B. Le problème de l'identification de l'expropriation
 - 1. La théorie de l'effet unique
 - 2. La théorie des pouvoirs de police
 - 3. Le recours au principe de proportionnalité
 - C. Le développement des clauses de protection des intérêts de l'Etat
- § 3 – L'indemnisation d'une expropriation illicite
 - A. L'incertitude de la pratique arbitrale
 - B. Les éléments d'ajustement pris en compte par la jurisprudence

Section 4 – La garantie de libre transfert

- § 1^{er} – Le principe de la garantie
- § 2 – Les difficultés particulières

Section 5 – La prohibition des exigences de performance

- § 1^{er} – La raison d'être de la prohibition

§ 2 – Les exigences prohibées

Section 6 – L'assurance des opérations d'investissement

§ 1^{er} – Aspects institutionnels de l'assurance des investissements internationaux

§ 2 – La teneur de la garantie et le principe de la subrogation

Chapitre 7 – Les exceptions à la protection de l'investissement par le droit international

§ 1^{er} – Les exceptions prévues par les traités eux-mêmes

- A. L'exclusion de certains investissements du champ du traité
- B. L'exclusion de certaines mesures étatiques du champ du traité

§ 2 – Les exceptions tirées du droit international général

- A. Les contre-mesures
- B. La force majeure
- C. L'état de nécessité
 - 1. Les conditions de la reconnaissance de l'état de nécessité en droit international
 - 2. La pratique jurisprudentielle et la crise argentine